

## COMPTE RENDU DE L'ATELIER E

### Développer une attitude et orienter la société vers un mode de vie plus respectueux de la planète

L'atelier E (samedi 14 mai 2011, après-midi) a réuni une trentaine de personnes.

#### PRESENTATIONS

Il a commencé par trois présentations :

- le changement climatique (par Pierre Guillaume, La Vie Nouvelle Lyon),
- la question énergétique (par Michèle Le Bars, La Vie Nouvelle Vallée de Bièvre),
- l'alimentation (par François Papy, La Vie Nouvelle Hauts de Seine Sud).

Le contenu de ces présentations peut être fourni aux personnes intéressées. On peut aussi consulter les fiches n°14 et 16, accessibles sur le site du Pacte civique, où ces thèmes sont abordés.

Suite à cela, un temps de questions/réponses s'est ouvert avec les participants. Voici les principales réactions :

- En matière d'alimentation, il faut avoir conscience que notre mode de consommation induit le gaspillage : nous n'imaginons pas ne pas disposer d'un large choix lorsque nous nous rendons chez le boucher, chez le poissonnier ou au restaurant, et c'est cette exigence qui provoque le gaspillage de ce qui ne sera pas acheté ou consommé (1/3 de la nourriture mise à disposition serait jetée dans les pays développés ?)
- Instaurer un mécanisme de taxation des pollueurs comme la taxe-carbone, suppose un effort pédagogique important. La mise en place d'une telle mesure doit être accompagnée d'un débat démocratique afin d'en expliquer l'intérêt et faire accepter le principe ; ceci n'a pas été le cas en France.
- Le débat sur les émissions de gaz à effet de serre est souvent posé en termes de conséquences sur le long terme et le réchauffement climatique, alors que les conséquences immédiates en terme de pollution, d'allergies et plus largement de santé, sont insuffisamment pointées et plus facilement perceptibles.
- Alors que des initiatives sont menées localement, à l'image des démarches « Agenda 21 » largement déployées au niveau des collectivités locales, on déplore l'absence totale de stratégie mondiale, et le « chacun pour soi » (lobbys européens, pays en voie de développement, puissances économiques chinoises ou américaines).
- Concernant le bâtiment, l'accent est souvent mis sur les éco-quartiers et les bâtiments passifs, alors qu'ils représentent une part infime du bâti et ont un très faible impact sur les émissions de GES, comparé à la rénovation du bâti ancien. Le label HQE est un faux-semblant, beaucoup trop souple dans ses conditions d'obtention (à la différence du label BBC)
- Mais, mais, mais... La question est justement de poser de manière individuelle

et collective la question de notre propre responsabilité, au lieu de pester sur ce que font, ou ne font pas, nos élus !

## **TRAVAIL EN GROUPES**

Puis l'atelier s'est réparti en 4 petits groupes, chacun sur un thème différent : les engagements individuels, les engagements collectifs, les demandes aux politiques et enfin la question transversale de la bonne cohabitation du développement durable avec la démocratie ! Les points marquants de ces travaux ont ensuite été remontés en grand groupe :

### **1-Les engagements individuels**

Le groupe partage l'idée qu'il est difficile de passer du stade du débat et de l'information, à celui de l'action : il est souvent difficile de disposer de l'information pertinente qui permettra de savoir comment, à son niveau, diminuer le plus efficacement son impact sur l'environnement. Après, on a du mal à mesurer l'influence des changements de comportements individuels ; autrement dit, la résistance de quelques uns peut-elle avoir un impact significatif à l'échelle d'une ville, d'un pays, ou du monde ?

L'engagement prioritaire : effectuer son bilan carbone, puis identifier les pistes pour le réduire.

### **2-Les engagements collectifs**

Les structures collectives, ce sont à la fois les lieux de vie où l'on peut informer et sensibiliser, et à la fois des structures où l'on peut faire émerger de nouvelles pratiques.

Par exemple, sur les lieux de travail : sensibilisation et aménagements pour le tri des déchets. A l'école ou la cantine, informer sur l'alimentation, mettre en pratique les déplacements en mode doux (vélos, pédibus...). Dans les syndicats, instaurer le maraîchage dans le lotissement. Dans les collectivités : lancer un agenda 21, réorienter les politiques de transport etc... Beaucoup de choses existant déjà, les points importants sont de garantir l'indépendance et la neutralité des informations données, l'interpellation des politiques, l'appui sur le secteur associatif, et l'instauration d'un critère Environnement dans les appels d'offres.

### **3-Demandes aux politiques**

En vue des prochaines échéances électorales (présidentielles et législatives), il est important d'interpeller les élus locaux en charge de ces sujets (au passage, le maire est-il le bon échelon ? N'a-t-il pas trop d'enjeux électoraux et financiers ?).

Les élus doivent être interrogés sur des thématiques précises : la fiscalité (pour favoriser les comportements écologiques et réduire les inégalités), la rénovation de l'habitat ancien, la place de la voiture, la limitation de vitesse pour lutter contre la pollution. Des réformes majeures comme celle de la taxe carbone doivent être préparées longuement pour être rendues acceptables sociologiquement et politiquement.

Une critique est exprimée sur l'importance donnée systématiquement au « pouvoir

d'achat », qui ressort comme préoccupation première, sans tenir compte de la qualité de vie. Il faudrait mettre en œuvre de nouveaux indicateurs plus « riches » de sens que le PIB... « Vivre mieux en consommant moins » serait alors un slogan plus juste et plus souhaitable que « Défendre le pouvoir d'achat ».

La demande-phare : sur des questions majeures concernant notre avenir commun, comme par exemple les choix énergétiques, la place du nucléaire, nous souhaitons un débat démocratique approfondi, laissant le temps à une large participation et à la confrontation des visions.

#### **4-Développement durable et démocratie**

C'est une question transversale à tous les autres ateliers. Le groupe note que les pays non-démocratiques ont toujours été une catastrophe sur le plan écologique. Le libéralisme peut également conduire à une certaine cécité, que l'on a constatée avec l'exemple du gaz de schiste, qui a été autorisé suite au lobby de l'industrie pétrolière, puis interdit pour la catastrophe écologique que cela représenterait.

Double constat : la démocratie suppose le temps de l'information et le temps des débats, avec la consultation des citoyens. D'un autre côté, les consultations n'aboutissent souvent qu'à peu de participation ; il faut donc réfléchir aux conditions d'une remobilisation de la population.

En vrac, quelques regrets exprimés :

- que le nucléaire n'ait jamais donné lieu à un débat en France
- que les politiques soient trop influencés par les experts
- que les votes d'un agenda 21 local ne mobilisent pas plus les citoyens.

Lyon, le 1<sup>er</sup> juillet 2011.